

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL : Sciences Économiques et Sociales

Session 2025, France métropolitaine, jour 1 | Corrigé indicatif

À utiliser pour réviser, pas pour recopier le jour J.

DISSERTATION : dans quelle mesure les politiques monétaire et budgétaires parviennent-elles à agir sur la conjoncture des pays de la zone euro ?

Accroche et problématique

Quand l'économie ralentit ou que les prix s'emballent, on attend des pouvoirs publics qu'ils réagissent. Deux grands leviers existent : la politique monétaire, confiée à la Banque centrale européenne, et les politiques budgétaires, qui restent entre les mains de chaque État. Mais la zone euro a une particularité : une seule monnaie, une seule banque centrale, et vingt budgets nationaux différents. Le document 2 montre à quel point les situations divergent en 2023, l'Allemagne en récession (-0,2 %) quand l'Espagne croît de 2,5 %. Cette hétérogénéité rend l'exercice difficile.

Problématique : ces deux politiques permettent-elles vraiment de stabiliser la conjoncture de chaque pays, ou leurs marges de manœuvre sont-elles bridées par le cadre de la zone euro ?

Annonce du plan

On verra que ces deux politiques disposent d'outils efficaces pour agir sur l'activité et les prix (I), avant de constater que l'appartenance à la zone euro limite leur capacité à répondre aux besoins de chaque pays (II).

I. Deux politiques aux outils efficaces pour agir sur la conjoncture

A. La politique monétaire pilote l'activité par les taux

La BCE a pour mission première la stabilité des prix, avec une cible d'inflation autour de 2 %. Son principal instrument est le taux directeur, qui fixe le coût auquel les banques se refinancent. Le document 4 retrace ses variations spectaculaires. Après des années proches de 0 % entre 2014 et 2022, le taux est remonté brutalement à 4,5 % en 2023 pour casser l'inflation qui frappait alors la zone euro. Le mécanisme est clair : un taux élevé renchérit le crédit, freine la consommation et l'investissement, et calme la hausse des prix. À l'inverse, un taux bas relance l'activité. La forte inflation de 2023 visible au document 2 (4,1 % en France) explique ce durcissement.

B. Les politiques budgétaires soutiennent la demande

Chaque État peut agir sur la conjoncture par ses dépenses et ses recettes. En période de ralentissement, une relance budgétaire (hausse des dépenses publiques, baisse des impôts) soutient la demande. Le document 3 montre l'ampleur de cet outil en France, où les dépenses publiques ont atteint 61,7 % du PIB en 2020, contre 55,3 % en 2019. Ce bond traduit la réponse à la crise sanitaire : l'État a massivement dépensé pour soutenir l'économie pendant le confinement. On retrouve ici le rôle de stabilisateur que la théorie keynésienne attribue à la dépense publique.

Transition

Ces deux leviers fonctionnent donc bel et bien. Le problème, c'est qu'ils s'exercent dans un cadre commun qui n'a pas été pensé pour des économies aussi différentes.

II. Des marges de manœuvre limitées par le cadre de la zone euro

A. Une politique monétaire unique pour des situations diverses

La BCE fixe un seul taux pour les vingt pays. Or leurs conjonctures n'ont rien à voir. Le document 2 le montre nettement : en 2023, l'inflation va de 0,5 % en Italie à 5,4 % en Croatie. Un taux qui convient à un pays peut être totalement inadapté à un autre. En relevant ses taux pour freiner l'inflation espagnole ou croate, la BCE pénalise l'Allemagne déjà en récession. C'est la limite d'une politique « taille unique » : elle ne peut pas coller à la situation de chacun, seulement à une moyenne de la zone.

B. Des politiques budgétaires encadrées par les règles européennes

Les États ont accepté des règles communes : un déficit public sous 3 % du PIB et une dette sous 60 %. Le document 1 montre à quel point la France s'en éloigne, avec une dette à 112 % du PIB en 2024 et un déficit qui dépasse 6 %. Une procédure pour déficit excessif a d'ailleurs été ouverte contre elle. Résultat : un pays très endetté a du mal à relancer son économie par la dépense, car il doit au contraire réduire ses déficits. La marge de manœuvre budgétaire se réduit à mesure que la dette grossit, et le poids des intérêts (48 milliards d'euros, deuxième poste de dépense selon le document 1) ampute le budget.

C. Un manque de coordination entre les deux politiques

La vraie difficulté vient de l'articulation des deux leviers. La politique monétaire est centralisée à Francfort, les budgets restent nationaux. Quand la BCE relève ses taux pour lutter contre l'inflation, elle alourdit le coût de la dette des États, ce qui contrarie leurs efforts de relance. Un pays comme la France peut vouloir soutenir son activité par la dépense pendant que la BCE durcit sa politique pour toute la zone. Les deux politiques peuvent ainsi tirer dans des sens opposés, ce qui réduit leur efficacité d'ensemble.

Bilan

Les politiques monétaire et budgétaires ont donc de vrais effets sur la conjoncture : la BCE pilote l'inflation par ses taux, les États soutiennent la demande par leurs budgets. Mais dans la zone euro, ces effets sont bridés. Une monnaie unique impose un taux unique à des pays aux besoins différents, les règles budgétaires limitent les relances nationales, et la coordination entre Francfort et les capitales reste imparfaite. Stabiliser chaque économie suppose sans doute d'aller vers une politique budgétaire plus commune, comme l'ont esquissé les plans de relance européens après la crise sanitaire.

ÉPREUVE COMPOSÉE

Partie 1 : mobilisation des connaissances (4 points)

Sujet : Vous montrerez, à l'aide d'un exemple, que les incitations sélectives peuvent expliquer l'engagement politique.

L'engagement politique désigne les différentes formes de participation à la vie de la cité : le vote, le militantisme, l'engagement associatif ou syndical, la consommation engagée. Mancur Olson a montré un paradoxe : dans un grand groupe, chacun a intérêt à laisser les autres se mobiliser tout en profitant des résultats obtenus. C'est le comportement du passager clandestin. Si tout le monde raisonne ainsi, l'action collective ne devrait jamais avoir lieu.

Pour expliquer pourquoi des gens s'engagent malgré tout, Olson avance la notion d'incitations sélectives. Ce sont des avantages réservés aux seuls participants, qui rendent l'engagement rationnel sur le plan individuel. Ces incitations peuvent être positives (un bénéfice qu'on obtient en s'engageant) ou négatives (une sanction qu'on évite en participant). Elles ne profitent qu'aux membres actifs, ce qui les distingue du bien collectif accessible à tous.

Prenons l'exemple d'un syndicat. Un salarié peut profiter des hausses de salaire obtenues par la grève sans jamais cotiser ni manifester. Pour le pousser à adhérer, le syndicat offre des avantages réservés à ses membres : une aide juridique en cas de litige avec l'employeur, des permanences de conseil, parfois des tarifs réduits sur certains services, ou simplement la reconnaissance et les responsabilités au sein de l'organisation. Ces gains concrets, qui n'existent que pour les adhérents, expliquent qu'on s'engage plutôt que de rester passager clandestin.

Les incitations sélectives ne sont pas seulement matérielles. La sociabilité, le sentiment d'appartenance à un collectif, le plaisir de défendre une cause avec d'autres jouent aussi. Mais l'idée centrale d'Olson reste valable : l'engagement s'explique en partie par des rétributions propres au participant, pas seulement par l'adhésion à une cause.

Partie 2 : étude d'un document (6 points)

Question 1 : comparaison du PIB France / Allemagne en 2020 et 2022 (2 points)

En 2020, les deux pays subissent la crise sanitaire, mais pas avec la même intensité. Le PIB recule de 7,44 % en France contre 3,83 % en Allemagne. La chute française est donc presque deux fois plus forte. L'économie française, plus dépendante de secteurs touchés de plein fouet par les confinements comme le tourisme et la restauration, a davantage souffert.

En 2022, la situation s'inverse. Le PIB français progresse de 2,57 %, davantage que le PIB allemand qui croît de 1,81 %. Ce rebond plus marqué en France s'explique en partie par un effet de rattrapage : plus la chute a été profonde en 2020, plus la reprise peut être vive ensuite. L'Allemagne, plus exposée au ralentissement industriel et à la hausse des prix de l'énergie en 2022, connaît une reprise plus modérée.

Question 2 : l'accroissement de la PGF, source de croissance économique (4 points)

La productivité globale des facteurs mesure l'efficacité avec laquelle on combine le travail et le capital. Sa croissance correspond à la part de l'augmentation du PIB qu'on ne peut pas expliquer par la seule hausse des quantités de facteurs utilisés. Elle reflète surtout le progrès technique, l'innovation et l'amélioration de l'organisation du travail.

Le document montre que les années de forte croissance du PIB sont souvent celles où la PGF progresse vite. En Allemagne en 2010, le PIB augmente de 4,18 % et la PGF de 2,42 %. Au Japon la même année, une croissance du PIB de 4,10 % s'accompagne d'une hausse de la PGF de 3,28 %. Quand l'efficacité productive s'améliore, l'économie produit davantage avec les mêmes ressources, et la croissance s'accélère.

La relation se vérifie aussi en sens inverse. En 2020, l'effondrement du PIB va de pair avec une chute de la PGF dans les trois pays : en France, le PIB recule de 7,44 % et la PGF de 2,45 %. Les capacités de production étaient sous-utilisées pendant les confinements, ce qui a dégradé l'efficacité d'ensemble.

Ce lien renvoie aux théories de la croissance endogène développées par Paul Romer et Robert Lucas. Le progrès technique, mesuré par la PGF, n'est pas un phénomène qui tombe du ciel : il vient des investissements en recherche et développement, en éducation, dans le capital humain. C'est pourquoi la croissance de la PGF est considérée comme le moteur le plus solide de la croissance de long terme, plus durable que la simple accumulation de capital, soumise à des rendements décroissants.

Partie 3 : raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Sujet : Vous montrerez que la structure socioprofessionnelle en France s'est transformée depuis la seconde moitié du vingtième siècle.

Mise en contexte

La structure socioprofessionnelle désigne la répartition de la population active entre les grandes catégories d'emploi, mesurée en France par les PCS de l'INSEE. Depuis 1950, cette structure a profondément changé sous l'effet de la tertiarisation de l'économie, de l'élévation du niveau de diplôme et de l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail. Les documents permettent de retracer ces transformations.

I. Une recomposition des catégories liée à la tertiarisation

Le premier changement est le recul des emplois agricoles et industriels au profit des emplois de service. Le document 1 le montre clairement sur la période 1982-2022. La part des agriculteurs, déjà faible en 1982 (autour de 7 %), tombe à environ 1,5 % en 2022. Le déclin tient à la mécanisation et à la concentration des exploitations, qui ont fortement réduit la main-d'œuvre nécessaire.

Les ouvriers connaissent aussi un recul net. Première catégorie ou presque en 1982 (autour de 30 %), leur part descend à environ 19 % en 2022. La désindustrialisation, les délocalisations et l'automatisation expliquent ce repli. À l'inverse, les employés et surtout les cadres progressent. La part des cadres passe d'environ 8 % en 1982 à plus de 21 % en 2022. Cette montée des emplois qualifiés du tertiaire traduit le passage à une économie de services et de la connaissance.

II. Une élévation du niveau de qualification des actifs

Cette transformation des catégories va de pair avec une hausse du niveau de diplôme. Le document 2 est parlant : entre 1994 et 2019, la part des actifs sans aucun diplôme ou avec seulement le brevet chute de 38 % à 15 %. Dans le même temps, la part des diplômés de Bac+3 et plus passe de 9 % à 25 %, soit près du triple.

Cette élévation générale du niveau de formation accompagne et nourrit la montée des professions intermédiaires et des cadres. Les emplois créés dans le tertiaire qualifié exigent davantage de diplômes, et la massification scolaire a fourni la main-d'œuvre correspondante. La structure socioprofessionnelle s'est donc déplacée vers le haut de l'échelle des qualifications.

III. La féminisation de la population active

La dernière grande transformation est l'entrée durable des femmes dans l'emploi. Le document 3, signé Margaret Maruani, souligne que depuis les années 1960, l'activité féminine a connu une croissance continue, alors que l'emploi masculin stagnait ou déclinait. Le point remarquable, selon l'auteurice, est que cette progression ne s'est pas arrêtée pendant les périodes de crise et de chômage, contrairement à ce que beaucoup anticipaient.

Maruani insiste sur un point : les femmes ne se comportent plus comme une « armée de réserve », cette main-d'œuvre d'appoint qu'on mobiliserait dans les phases d'expansion et qu'on renverrait au foyer en cas de crise. Leur présence sur le marché du travail est devenue structurelle. Cette féminisation a modifié la composition de chaque catégorie socioprofessionnelle, notamment dans les emplois du tertiaire et chez les cadres, où la part des femmes a beaucoup augmenté.

Ouverture

La structure socioprofessionnelle française s'est donc transformée sur trois plans : un basculement de l'agriculture et de l'industrie vers les services, une élévation du niveau de diplôme, et une féminisation durable de l'emploi. Ces évolutions dessinent une société où le salariat qualifié occupe une place croissante. Reste une question : cette montée en qualification garantit-elle pour autant une réduction des inégalités entre catégories ?

Pour aller plus loin : [Prof de SES avec Groupe Réussite](#) | [Stage de révision au bac](#)